

LA FRANCE ET LA POLOGNE DE VERSAILLES A LOCARNO (1919-1925)

PAR

CHRISTOPHE KANIA

*diplômé d'études approfondies
diplômé de l'École nationale d'administration*

INTRODUCTION

Les relations diplomatiques franco-polonaises au lendemain de la première guerre mondiale reposent principalement sur deux grandes idées stratégiques des cercles dirigeants français : celle de la « barrière de l'est » et celle de l'« alliance de revers ». Il s'agit, d'une part, de contrecarrer les menées des Bolcheviks sur le territoire de l'ancien Empire russe et, d'autre part, de s'assurer un allié oriental face à la menace allemande, qui est loin d'être éteinte, malgré la victoire de l'Entente. La Pologne doit s'insérer dans un ensemble plus vaste, allant de la Finlande à la Grèce, qui rendrait impossible la jonction de la Russie soviétique et de l'Allemagne. Ce dispositif, élaboré par les militaires français, doit empêcher la Révolution soviétique de se répandre en Europe. Il réserve en même temps à la diplomatie française un vaste champ d'activité en Europe centrale et orientale, réduisant l'influence allemande dans cette région du continent. La France veut se doter d'alliés sûrs à même de participer à ce système de défense. La Pologne doit y jouer le rôle principal grâce à sa position stratégique.

L'attitude française à l'égard de la Pologne est alors celle du mentor d'un jeune État que la France entend garder dans son orbite. Cette tutelle ne s'exerce pas sans le consentement des dirigeants de la Pologne, qui voient dans la France une garantie de stabilité politique et une puissance étrangère à même de servir les intérêts polonais. L'influence française s'exerce dès l'installation du Comité national polonais à Paris. Les deux « nations sœurs » doivent, aux yeux de Paris comme des Polonais, collaborer étroitement dans tous les domaines (diplomatie, armée, échanges commerciaux). L'intense activité déployée par les autorités françaises se traduit par la reconnaissance de l'État polonais, l'envoi de nombreuses missions, l'installation d'une mission militaire, etc. L'année 1920 met à l'épreuve la solidité des liens franco-polonais, qui en sortent renforcés. C'est alors que les Polonais décident d'entreprendre des démarches susceptibles de rendre effective l'alliance franco-

polonaise. Celle-ci doit leur assurer l'appui français face aux multiples menaces extérieures. Cette activité a pour fond une rivalité franco-britannique aiguë.

La Pologne est censée devenir la clef de voûte de l'édifice diplomatique que la France désire voir s'ériger à l'est de l'Europe. En même temps elle entend jouer un rôle important dans sa zone géographique, ce qui nécessite une assise solide en politique étrangère. L'alliance politique et militaire conclue à Paris le 19 février 1921 est un premier pas vers l'accomplissement du dessein qui préside à la politique des deux pays en Europe centrale. Mais la ratification tardive des accords et les conflits entre la Pologne et ses voisins rendront impossible la mise en œuvre d'un front uni.

SOURCES

Il a été recouru aux archives françaises aussi bien que polonaises. Tous les fonds français concernant la Pologne dans les années 1919-1925 sont accessibles. Ils sont conservés en premier lieu au ministère des Affaires étrangères (fonds de la direction politique et commerciale). Malheureusement, presque tout le fonds de la légation de France en Pologne (1919-1939) a été détruit sur place en septembre 1939 ; il en demeure quelques cartons au dépôt du ministère des Affaires étrangères à Nantes, pour l'année 1937. Ont aussi été envisagées les relations avec les pays voisins.

Au Service historique de l'armée de terre, ont été notamment dépouillés les fonds relatifs au 2^e Bureau, à la correspondance diplomatique et à la mission militaire française en Pologne.

En Pologne, pour certains fonds (ministère des Affaires étrangères, armée) l'accès est plus limité, mais les inventaires et une grande partie des documents concernant les relations franco-polonaises ont pu être consultés. Les archives ont cependant aussi subi de lourdes pertes, notamment pendant la guerre ; ainsi de la légation de Pologne à Paris, à l'exception d'une partie séquestrée et récemment offerte par le gouvernement des États-Unis (fonds dit « Dan Quale »). Une certaine quantité d'archives du ministère polonais des Affaires étrangères subsiste à l'Archiwum Akt Nowych (Archives contemporaines polonaises), en particulier, dans le fonds dit du M.S.Z., une partie significative de la correspondance reçue de Paris.

PREMIÈRE PARTIE

1919-1921

CHAPITRE PREMIER

« POLONIA RESTITUTA »

A l'issue de la Grande Guerre, la Pologne fait sa réapparition sur la carte de l'Europe. Elle a besoin d'une reconnaissance internationale afin d'acquérir le rang

d'État indépendant. Le 11 novembre 1918, elle proclame son accession à l'indépendance. Au même moment que le traité de Versailles (24 juin 1919), la Pologne doit signer un traité sur les minorités qui garantit, entre autres (et sans contrepartie), des droits particuliers aux Allemands habitant en Pologne. Cette humiliation ne doit pas cependant cacher de réels succès de la diplomatie polonaise lors de la conférence de paix, comme le souligne Ignacy Paderewski dans son discours devant la Diète le 24 juillet. Le 31 juillet, la Diète décide de ratifier le traité ; le chef de l'État ne le signera que le 1^{er} septembre 1919.

Les dispositions du traité sont favorables surtout en ce qui concerne les frontières occidentales de la Pologne, en Posnanie et en Poméranie. Néanmoins, les décisions relatives à la tenue de plébiscites en Warmie, Masurie et Haute-Silésie laissent présager des difficultés liées à la forte implantation locale des éléments favorables à l'Allemagne. La création de la ville libre de Dantzig par le Conseil suprême de la conférence est également un demi-échec diplomatique, qui prive la Pologne d'un port essentiel pour ses communications. La conférence renvoie le règlement de cette question à une convention bilatérale ultérieure ; c'est un pari à haut risque.

Dans la question de Teschen, de Spisz et d'Orawa, l'incertitude demeure quant à la tenue d'un plébiscite, ce qui entretient entre la Pologne et la Tchécoslovaquie des tensions constantes, en dépit des ambitions conciliatrices du Quai d'Orsay.

La question des frontières orientales du nouvel État reste entièrement ouverte, tant pour la Galicie orientale que pour la Lituanie. Elle a pour toile de fond la situation instable de la Russie, qui se débat dans une guerre civile à outrance ; son attitude envers les frontières polonaises à l'est demeure toutefois une inconnue. En même temps, l'opposition entre Londres et Paris se fait de plus en plus sentir sur ce dossier délicat.

Le rôle de la France reste prépondérant lors du règlement des questions territoriales. Elle penche pour la reconstitution de la Pologne, mais demeure réticente dans certaines questions (Dantzig, Haute-Silésie) par crainte de s'aliéner la Grande-Bretagne, d'où une attitude quelque peu ambivalente. D'un côté elle vise à se rapprocher de Varsovie, de l'autre elle laisse les Britanniques marquer des points sur le terrain diplomatique (Lituanie, Galicie orientale). La même ambiguïté se retrouve au sujet des frontières de la Pologne avec la Russie future, bolcheviste ou tsariste, et du rôle dévolu à la Tchécoslovaquie en Europe centrale.

CHAPITRE II

L'ANNÉE DÉCISIVE : 1920

1920 est une année charnière dans l'histoire de la Pologne et peut-être de l'Europe tout entière. Elle est dominée par la guerre polono-soviétique, dont les archives russes montrent aujourd'hui qu'elle était inévitable. Seul rempart face à l'expansion soviétique, alors que les autres pays choisissent l'entente avec les Soviets (pays Baltes) ou la neutralité attentiste (Tchécoslovaquie, Allemagne), la Pologne défait l'adversaire aux abords de Varsovie lors du *Cud nad Wisla* (« miracle de la Vistule »), le 15 août 1920. La Pologne triomphe sans pour autant être libérée du voisinage de la Russie des Soviets, de plus en plus menaçante dans les années qui suivront 1920.

Pourtant, les Alliés mesurent à l'excès leur appui. Lors de la conférence de Spa, les délégués polonais sont contraints de signer des engagements humiliants ; et l'aide promise en échange ne viendra pas. La France s'aligne sur les positions britanniques à tel point que l'on est tenté de s'interroger sur l'existence d'une véritable politique française face à la guerre polono-soviétique. Ce n'est que lorsque la situation devient intolérable qu'a lieu l'envoi de la mission franco-britannique.

De même, alors que la guerre polono-soviétique bat son plein, les grandes puissances n'hésitent pas à amputer la Pologne d'une partie de son territoire (attribution de Teschen à la Tchécoslovaquie) ou à prendre des décisions qui lui sont très défavorables (refus d'ajournement du plébiscite en Warmie et Masurie, utilisation du port de Dantzig). Les vues britanniques l'emportent toujours au Quai d'Orsay, notamment lors de la question de l'absence de communications à travers Dantzig à l'été 1920 : la diplomatie française reste impuissante face aux manœuvres dilatoires du haut-commissariat de la ville libre, alors que la Pologne risque de sombrer faute de matériel de guerre.

Le rôle de la France dans l'affaire de Teschen lui aliène enfin la Pologne et la Tchécoslovaquie et compromet son rôle en Europe centrale. Une entente plus ample entre les pays de la région rencontrera une fin de non-recevoir de la part de Varsovie qui s'estime, à juste titre, lésée.

Le problème de Wilno, qui atteint son paroxysme à l'automne 1920, provoque une réaction démesurée de l'Entente. Elle produit une grave crise diplomatique entre Varsovie et les capitales occidentales ainsi qu'une période d'instabilité politique en Pologne.

CHAPITRE III

VERS L'ALLIANCE

1921 constitue l'aboutissement de deux années de reconstitution de l'État polonais, grâce notamment au concours de la France.

La victoire polonaise dans la guerre avec la Russie des Soviets contribue à rapprocher Paris et Varsovie, en faisant apparaître la Pologne comme un allié oriental fiable. Le Quai d'Orsay accède aux demandes du gouvernement polonais, qui insiste sur une alliance en bonne et due forme, tout en se heurtant à des réticences de la part des milieux militaires français, qui estiment, à tort, que la Pologne seule tirerait profit de cette entente.

L'alliance avec la France est à cette époque la pierre angulaire de la politique étrangère de la Pologne. Il s'agit à la fois d'une garantie face à l'Allemagne, qu'il convient de surveiller malgré le traité de Versailles, et face aux Bolcheviks. L'accord politique entre les deux pays est conclu le 19 février 1921, et complété le 21 février par une convention militaire. La Pologne obtient donc l'assurance de sa sécurité extérieure, qui constitue une étape importante dans son histoire en tant qu'État indépendant, et lui permet de prétendre à un rôle régional plus important ; d'autant plus qu'une alliance avec la Roumanie est signée en mars 1921.

Le début de l'année 1921 est également marqué par le règlement définitif de certaines questions territoriales encore en souffrance. Ainsi un plébiscite est tenu en Haute-Silésie, dans des conditions défavorables pour la Pologne. Néanmoins, il s'agit d'une demi-victoire polonaise, du fait du partage avantageux pour Varsovie du bassin minier de Silésie. L'hostilité réciproque entre Varsovie et Berlin demeure

cependant entière. Il en sera ainsi jusqu'au second conflit mondial, qui commencera dans cette région.

La question galicienne est également à l'ordre du jour, surtout à cause des intérêts français dans l'exploitation des gisements pétroliers. Le débat sur le mandat d'administration de vingt-cinq ans octroyé à la Pologne se poursuivra jusqu'au règlement définitif du statut de la Galicie orientale en 1922. C'est un grand succès diplomatique et économique pour la Pologne, qui apparaît sur la scène internationale comme un pays doté de richesses pétrolières non négligeables.

Quant à l'affaire de Wilno, les négociations polono-lituanienues se poursuivent sous les auspices de la Société des Nations. Mais les projets d'union fédérative seront rejetés par Kowno, ce qui mènera inéluctablement à l'incorporation de la région de Wilno (Lituanie centrale) dans l'État polonais au début de 1922. Les relations polono-lituanienues en seront profondément affectées jusqu'en 1938.

DEUXIÈME PARTIE

1921-1923

CHAPITRE PREMIER

DE RIGA A GÈNES

L'année 1921 est primordiale pour la compréhension des rapports qui se nouent entre la Pologne et la France. Ils sont à la fois confiants et étroits mais aussi ambigus et complexes, comme en témoigne l'impossibilité de mettre en œuvre les clauses de l'alliance franco-polonaise pendant une période relativement longue.

Le processus de ratification des accords de février 1921 sera extrêmement long, notamment à cause des négociations commerciales qui doivent les compléter, et du *junctim* établi entre les trois accords politique, militaire et commercial. Les enjeux expliquent l'acceptation par les Polonais de clauses commerciales qui ne leur sont pas d'emblée favorables. Finalement, l'entrée en vigueur de l'alliance sera effective au moment où ce troisième accord sera paraphé, à Paris, le 6 février 1922. Ce n'est pas la seule raison de cet ajournement. En effet, on peut également penser que l'alliance avec la Pologne a été sciemment retardée par le gouvernement français, malgré les risques que cela faisait courir, pour des raisons politiques conjoncturelles (plébiscite de Haute-Silésie). L'attitude attentiste dont fait preuve le Quai d'Orsay sous Aristide Briand change sensiblement à l'arrivée de Henri Poincaré au début de 1922, à l'avantage des deux nations.

Cette situation provisoire qui dure presque un an est gravement préjudiciable aux relations franco-polonaises. Dans l'affaire du partage de la Haute-Silésie, les intérêts français l'emportent sur les considérations politiques générales, retardant pendant plus de six mois le règlement de la question. En fin de compte, le dénouement est avantageux pour Varsovie qui obtient, grâce à un concours tardif de la France, la plus grande partie du bassin minier.

L'année 1921 est également celle de la signature à Riga du traité de paix avec la Russie soviétique, le 18 mars 1921. Mais celui-ci n'apporte pas la détente

escomptée et se révèle difficile à faire appliquer. La conclusion d'un accord entre Dabiski et Karachan ne résout pas le différend suscité par l'activité des groupements monarchistes russes sur le sol polonais. A la veille de la conférence de Gênes, le problème russe reste entier.

En novembre 1921 un événement exceptionnel a lieu à Prague, qui couronne un long et difficile rapprochement politique dont l'initiative revient à la Pologne : le pacte avec la Tchécoslovaquie, signé par Benes et Skirmunt le 6 novembre. Néanmoins, les questions territoriales (vallée de la Jaworzyna) viendront troubler cette entente, que la France appelait de ses vœux depuis fort longtemps.

A la fin de l'année 1921, la Russie propose une conférence qui pourrait débattre de sa reconstruction économique. La conférence de Gênes est à la fois un défi et une chance pour la coopération franco-polonaise. La Pologne tente en vain, avec le soutien de la France, d'y forger un front uni composé des États baltes et des pays de la Petite Entente.

CHAPITRE II

DE GÊNES A L'ACTE DU 15 MARS 1923

La période qui suit immédiatement la conférence de Gênes et le traité germano-soviétique conclu le 16 avril 1922 à Rapallo se caractérise par la réouverture du dossier des frontières orientales de la Pologne. C'est un aspect des relations internationales qui est d'autant plus délicat que la réunion d'avril-mai 1922 se solde par un échec et que les Soviétiques n'obtiennent pas la reconnaissance de leur régime par les Occidentaux. En Pologne on craint une reprise des hostilités, en raison de la déception causée parmi les cercles dirigeants de Moscou par la conférence de Gênes. Les stratèges polonais pensent en effet que les Soviétiques peuvent envisager prochainement une rectification des frontières en usant de la force, incités par le caractère provisoire des frontières orientales tracées à Riga. Le manque de garanties occidentales pour les frontières est un grave handicap que la diplomatie polonaise s'efforcera de réduire.

Les questions de la Galicie orientale et de la Lituanie refont surface en raison de l'action britannique pendant les travaux de la conférence génoise. La Pologne se heurte à la réticence marquée par ses alliés occidentaux, la Grande-Bretagne en premier lieu. En effet, en ce qui concerne la Galicie orientale, les puissances sont dépositaires d'une souveraineté toute théorique sur cette région. Or, le traité de Riga avec l'Ukraine soviétique cède ce territoire à la Pologne, d'où une mésentente avec Londres et Paris. Les Alliés voudraient que la Pologne instaure une administration spécifique et une autonomie interne pour ce que l'on appelle couramment en Pologne la *Malopolska Wschodnia* (Petite Pologne orientale). Au cours de l'année 1922, le Parlement polonais, le *Sejm*, adoptera un statut d'autonomie pour les trois voïvodies qui composent l'ancienne Galicie orientale, donnant ainsi satisfaction aux revendications de la France et de la Grande-Bretagne.

Quant au territoire de Wilno, son incorporation à la République polonaise au printemps 1922 doit encore être entérinée par les pays occidentaux intéressés. La Pologne s'efforce de stabiliser la situation de cette région, et tente à plusieurs reprises de rétablir des relations normales avec le gouvernement de Kowno, sans aboutir à un *modus vivendi* acceptable pour les deux États. Ce sont les incidents autour du port de Memel (territoire soumis en principe à la tutelle de la Ligue des

Nations) qui sonnent le glas des ambitions de la Lituanie sur Wilno. Memel est occupé au début de 1923 par les troupes lituaniennes, en dépit de la présence des forces alliées. L'événement permet aux Alliés de justifier l'octroi de Wilno à la Pologne en contrepartie. Cette sanction du fait accompli a pour toile de fond l'occupation alliée de la Ruhr et une situation internationale fort instable.

Le 15 mars 1923, la Conférence des ambassadeurs décide sous la pression de Paris de mettre fin au caractère provisoire des frontières orientales de la Pologne et de régler le statut de la zone neutre qui séparait le Pologne de la Lituanie. On peut alors affirmer que la Pologne obtient les frontières les plus avantageuses qu'elle aurait pu envisager. La *Rzeczpospolita* acquiert effectivement le caractère d'un État souverain, avec des frontières reconnues par l'ensemble de la communauté internationale.

TROISIÈME PARTIE

1923-1925

CHAPITRE PREMIER

LES QUESTIONS RÉGIONALES

La période qui suit immédiatement l'acte du 15 mars 1923 est un point culminant dans les rapports entre la France et la Pologne. En effet, toutes les clauses des accords bilatéraux sont alors successivement mises en application. Le vote par la Chambre de la loi sur le crédit de quatre cents millions, en janvier 1924, autorise la réalisation des engagements financiers de la France dans le domaine de l'armement du *Wojsko Polskie*. Cependant, les initiatives, surtout sur le plan économique et commercial, seront au total plutôt décevantes.

Tout un programme est mis en place par la volonté manifeste de Poincaré. L'enlèvement de la crise de la Ruhr permet à la Pologne d'apparaître aux yeux du président du Conseil et du ministre des Affaires étrangères de la France comme un recours contre une politique révisionniste allemande. Poincaré pense certainement que la Pologne peut jouer un rôle à part entière dans la politique d'exécution du traité de Versailles qu'il poursuit depuis le début de 1923. Mais c'est de l'intérieur que la crise mine ses efforts. 1924 est une année charnière pour Paris et Varsovie à cause du changement de majorité parlementaire en France.

La défaite du Bloc national aux élections de mai 1924 amène ce que Piotr S. Wandycz appelle le « nouveau cap » politique du cabinet de Herriot et du Cartel des gauches. Le nouveau gouvernement est plus conciliant envers les Soviétiques. La mission de Herriot en Russie soviétique en 1922 a conforté les affinités existantes, si on en croit les témoignages. La reconnaissance de l'Union soviétique, qui contribue objectivement à la vision de l'Europe prônée par les Britanniques, est aussi un point remporté par les tacticiens de la Wilhelmstrasse dans la ligne de Rapallo, sans parler de la consolidation du pouvoir bolchevik.

Au cours des années 1923-1924, les questions régionales sont également d'actualité, surtout en ce qui concerne l'Europe centrale et orientale. Le refus de la

ratification du pacte Skirmunt-Benes et l'interminable dispute autour de la question de Jaworzyna amènent le gouvernement français à la conclusion que l'affaire est insoluble. Poincaré, exaspéré par les dissensions de plus en plus exacerbées qui divisent les deux frères ennemis, se rapproche sans concertation avec Prague, dont il espère un appui supplémentaire sur les confins orientaux de l'Allemagne. La diplomatie polonaise est prise de court. Varsovie perd le monopole de l'alliance française dans la région. Paris semble même accorder désormais la primauté à la Tchécoslovaquie, voire lui donner ainsi son *satisfecit* dans le litige de Jaworzyna, sur lequel Benes « n'a aucune concession à faire ».

CHAPITRE II

SUR LE CHEMIN DE LOCARNO

L'époque qui va de la prise de fonctions d'Édouard Herriot aux accords de Locarno est le début de la crise des rapports franco-polonais. La reconnaissance de l'U.R.S.S. par les puissances occidentales est néfaste aux intérêts vitaux de la Pologne. Les Alliés, particulièrement les Britanniques, ne veulent pas ou ne peuvent pas voir le danger de la collaboration germano-soviétique, fermant les yeux sur la connivence entre Berlin et Moscou en Europe centrale et orientale (Memel, Lituanie, Dantzig). Au contraire de la plupart des dirigeants français, les Britanniques ne sont pas hostiles au retour de l'Allemagne sur la scène internationale. Et Paris cède devant Londres au profit de Berlin et de Moscou.

L'impasse décisive en la matière est constituée par le Pacte de garantie qui, sans modifier en apparence les relations entre la France et la Pologne, en influence durablement le cours. Se dessine alors le repli de la France sur elle-même, tant sur la scène internationale que dans la question allemande. A Locarno, Paris lâche la proie pour l'ombre en espérant que la garantie de la frontière sur le Rhin, en échange de l'abandon progressif des alliances orientales, lui permettra d'obtenir la sécurité, que Briand recherche avant tout. Londres prend sa revanche sur le traité de Versailles, qu'elle a toujours considéré tout au plus comme un expédient dans les affaires européennes.

Les accords de Locarno reposent sur la conviction fallacieuse que l'Allemagne respectera à la lettre ses engagements. La dissociation, quant aux garanties alliées, entre les frontières occidentale et orientale du Reich incite les Allemands à la révision des frontières du traité de Versailles, notamment par la réclamation du corridor de Dantzig qui leur permettrait une liaison facile avec les Soviétiques. C'est un danger stratégique majeur que l'Occident semble vouloir ignorer à tout prix afin de ne pas s'aliéner les deux puissances montantes : le Reich et l'U.R.S.S.

La France semble alors dépassée par les événements, d'autant plus que Briand se prête avec complaisance à la politique de concessions vis-à-vis de Berlin que lui inspire la Grande-Bretagne. Six ans après la conclusion des traités de paix avec les puissances vaincues, le principe intangible du respect des clauses de 1919 est balayé. Le *Drang nach Osten* reprend avec une force inconnue jusqu'alors.

CONCLUSION

Les rapports franco-polonais dans les années 1919-1925 sont certainement d'une grande importance pour les relations internationales de l'époque prises dans leur ensemble. La question polonaise est alors, plus que jamais, à l'ordre du jour dans les chancelleries européennes. Paris et Varsovie jouent un rôle de premier plan sur l'échiquier de la politique et de la diplomatie en ce qui concerne les affaires, parfois très compliquées, de l'Europe centrale et orientale (reconnaissance des frontières orientales de la Pologne, Pacte de garantie, conférence de Locarno). C'est vrai jusqu'en 1925, année qui marque un tournant en la matière.

La plus grande puissance du continent, cependant, mesure toujours plus son appui à la Pologne, alors que sa garantie contre toute agression ou mise en cause de l'indépendance polonaise paraît indispensable pour la survie et le développement du jeune État, surtout face à la menace allemande. Qui plus est, la Pologne n'adhère pas au bloc de la Petite Entente et le rapprochement entre Prague et Varsovie est difficile à réaliser. Le projet de la « barrière de l'est » est de plus en plus illusoire et impossible à mettre en pratique, alors que la Pologne se retrouve isolée dans la région.

La France ne parvient pas non plus à étendre sa zone d'influence au détriment d'autres pays qui la concurrencent en particulier dans la région baltique, comme la Grande-Bretagne. Locarno est sans aucun doute un succès de la diplomatie britannique qui prend le dessus sur les initiatives de Paris.

La France poursuit malgré tout sa politique orientale grâce à la conclusion, en 1924, de l'alliance avec la Tchécoslovaquie. Le tournant de la politique étrangère de la France en Europe centrale et orientale sera constitué, d'une part, par la reconnaissance de la Russie des Soviets en 1924 et surtout, d'autre part, par la conférence de Locarno en 1925. À partir de cette date, on pourra parler, avec Piotr S. Wandycz, de « crépuscule des alliances françaises à l'est ».

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Quarante et un documents : extraits d'accords internationaux, notes, lettres, télégrammes, presse.

ANNEXES

Chronologie. – Index.

